

RETRAITES : LA « RÉFORME » EST UNE ESCROQUERIE !

CINQ BONNES RAISONS POUR LUTTER CONTRE

PARCE QU'ELLE PARLE DE TOUT SAUF DE LA REDISTRIBUTION DES RICHESSES

Tout est envisagé pour sauver le navire, tout sauf... de prendre de l'argent à ceux qui en ont le plus : les patrons, les actionnaires... **L'augmentation significative des cotisations patronales et la réappropriation des richesses produites sont les grands absents des solutions pour résoudre le financement des retraites.** À titre d'exemple, le bénéfice des seules entreprises françaises du CAC 40 c'est 212 milliards d'euros pour 2007-2009...

PARCE QUE LE « DÉFICIT » ANNONCÉ EST UN MENSONGE

Le « déficit » des caisses de retraite est estimé à 20 milliards d'euros en 2020, alors que les cadeaux faits aux patrons à travers les exonérations de cotisations s'élèvent à près de 30 milliards d'euros compensées par les aides de l'État via l'impôt (une perte de 3 milliards d'euros dans les caisses de la Sécu). Auxquelles il faut ajouter les 20 milliards d'euros donnés au patronat chaque année avec le crédit impôt compétitivité. N'oublions pas d'ailleurs que **ces cotisations ne sont pas des « charges » mais bien une partie de nos salaires mis en commun pour financer la « protection sociale ».** Réduire ces cotisations pour les entreprises, c'est réduire nos salaires !

PARCE QUE DERRIÈRE LA RÉFORME, CE SONT LES FONDS DE PENSION QUI GUETTENT

En affaiblissant le régime général, l'État **encouragera la capitalisation.** Cela permettra au patronat des assurances de mettre la main sur les colossaux volumes d'argent que représentera le « marché des retraites ».

PARCE QU'ELLE EST AUSSI PARFAITEMENT IDÉOLOGIQUE

Il s'agit, pour la classe dirigeante, de renforcer sa domination sur la population. **En détruisant le régime de retraites par répartition, elles veulent aussi mettre à bas le principe de la solidarité collective.** Que chacun se débrouille pour sa retraite : les riches paieront des assurances privés ; les pauvres travailleront plus vieux, ou devront se contenter de minima sociaux.

PARCE QUE LE CAPITALISME N'EST PLUS SUPPORTABLE

L'État veut faire payer aux salariés une crise capitaliste dans laquelle ils n'ont aucune responsabilité. **Il est temps de mettre un terme à la casse sociale et de construire un mouvement qui renverse la vapeur.** Il faut en finir avec ce capitalisme criminel qui conduit la société – et la planète – à sa perte !



CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL
WWW.CNT-F.ORG - CONTACT@CNT-F.ORG



Si le gouvernement a un vrai plan de bataille pour briser le service public et les systèmes de solidarité, force est de constater que ce n'est pas notre cas. Les journées d'action espacées ne nous permettent pas de construire le rapport de force nécessaire à renverser la vapeur : **la stratégie des grandes centrales syndicales nous mène à la défaite.**

Il est important que nous puissions tous nous retrouver afin de faire converger nos forces et de construire, en assemblées générales, un vrai mouvement social. **Seul un mouvement de grève reconductible et déterminé** nous permettra d'imposer un véritable rapport de force, pour porter à bien nos revendications justes et nécessaires.



FINALITÉ RÉVOLUTIONNAIRE DE LA CNT

Licenciements, chômage, misère et exploitation ne pourront être abolis que par l'abolition du capitalisme. Aussi, nous réaffirmons que la finalité de notre syndicalisme est la Révolution sociale : expropriation des capitalistes, gestion des entreprises et de la société par les travailleurs eux-mêmes, socialisation des moyens de production, partage égalitaire des richesses selon le principe « **de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins** », etc. Bref, construire une autre société, communiste et libertaire, où le travailleur ne sera plus l'esclave salarié du capital, mais enfin maître de sa destinée, gérant la production et les services, non plus pour augmenter les profits d'une minorité, mais pour répondre aux besoins de la collectivité.

LA CNT REVENDIQUE :

- ▶ Annulation de toutes les exonérations de cotisations sociales patronales
- ▶ Départ à la retraite à taux plein à 60 ans et à 55 ans pour les salariés ayant effectué des travaux pénibles
- ▶ Indexation des pensions sur les salaires
- ▶ Garantie d'un taux de remplacement à 100% du salaire net (calcul sur la base des 6 meilleurs mois) et d'une pension supérieure au SMIC
- ▶ Fusion de tous les systèmes de retraite complémentaire (Agirc-Arrco, RAGP, etc.) dans le régime de base, et remplacement de tout modèle contributif par points par un système à prestations définies
- ▶ Harmonisation de tous les régimes par le haut afin de mettre fin au corporatisme et aux inégalités entre régimes
- ▶ Suppression des retraites par capitalisation et des plans d'épargne entreprises obligatoires
- ▶ Exclusion du patronat des instances de gestion des organismes de solidarité
- ▶ Suppression des entreprises de prévoyance privée (AG2R, Malakoff Médéric, Vauban Humanis, etc.) et réintégration dans le régime générale de Sécurité sociale
- ▶ Refus de toute étatisation de la Sécurité sociale, c'est-à-dire de sa gestion par l'État et de son financement par l'impôt (suppression de la CSG-CRDS et retour à la cotisation sociale)